

Donabédian, A., La politique linguistique en Arménie : de l'Union Soviétique à la République indépendante, in Chaker, S. (ed.) *Langues et pouvoir, de l'Afrique du Nord à l'extrême Orient*, Edisud, Paris, 1998, p. 171-185. (Colloque du Bicentenaire de l'INALCO, Paris, octobre 1995)

### **Anaïd Donabédian, *La politique linguistique en Arménie : de l'Union Soviétique à la République indépendante.***

Alors qu'avec la fin de l'ère soviétique, l'Arménie a accédé à l'indépendance depuis maintenant quatre ans, nous nous proposons de retracer l'évolution du rapport que le pouvoir soviétique a entretenu avec les questions linguistiques en Arménie, et la manière dont le nouveau pouvoir redéfinit ses positions en la matière. A l'époque soviétique, c'est une réelle politique linguistique qui a été menée, puisqu'elle a eu des répercussions concrètes sur le développement de la langue arménienne. Concernant la période récente, le manque de recul ne nous permet que d'analyser les tendances qui se font jour, tant dans l'opinion publique que de la part du gouvernement.

#### **1. Les fondements idéologiques de la politique linguistique soviétique:**

Avant d'analyser de manière plus détaillée la politique linguistique en Arménie soviétique, il n'est en effet pas inutile de rappeler brièvement quelques données, bien connues des spécialistes de l'U.R.S.S., concernant les fondements idéologiques qui ont régi cette politique.

En effet, la politique linguistique qui a été appliquée dès la naissance de l'Arménie soviétique ne peut se comprendre indépendamment de l'ensemble de la problématique soviétique, car elle découlait directement de l'idéologie soviétique en matière de langue; on sait que le pouvoir soviétique a très tôt fait de la question de l'alphabétisation un des axes principaux de sa politique, ce qui s'est accompagné, dans toute l'Union, d'un travail sur les langues elles-même (création ou modification d'alphabets, réformes orthographiques, etc.), et d'une réflexion sur les rapports que devaient entretenir les différentes langues nationales avec le russe, problématique indissociable, on le comprend, de la politique des nationalités au sens large: la langue était en effet considérée comme un réel enjeu, les langues nationales n'étant pas négligées, ne serait-ce que parce qu'elles constituaient un moyen de favoriser l'implantation du pouvoir dans toute l'Union, comme en témoigne le programme d'alphabétisation du X<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. :

1. *Développer et renforcer le pouvoir soviétique dans chaque pays dans des formes adaptées au peuple*
2. *Développer les structures qui fonctionnent en langue maternelle*
3. *Développer la presse, le théâtre, l'école*
4. *Développer le réseau d'enseignement pour préparer des cadres locaux.*

Mais parallèlement, le discours officiel ne se prive pas de stipuler que les langues nationales sont à même de catalyser les « excès nationalistes », alors que le russe, lui, peut favoriser l'objectif de « fusion des peuples » qui est celui de la société communiste.

Parallèlement, se développent les fondements d'une sociolinguistique qui établit une hiérarchie des langues d'après les fonctions qu'elles sont à même de remplir, comme en témoigne l'inventaire suivant:

- enseignement, au niveau primaire, élémentaire et supérieur.
- différentes sphères de la vie politique et sociale
- langue artistique, politique, sociale et scientifique
- langue de la presse
- langue de communication entre sujets parlants dans toutes les sphères de la vie régionale et locale
- langue de communication dans une république

- langue de communication entre tous les peuples de l'Union<sup>1</sup>.

Cet inventaire n'est bien sûr pas innocent, puisqu'il apporte une explication « scientifique » à la place privilégiée que doit occuper le russe, seule langue à même de remplir toutes ces fonctions (notamment la dernière).

Ces deux tendances de l'idéologie soviétique, qui vise tantôt à favoriser le développement des langues nationales, tantôt à privilégier le russe, expliquent les revirements politiques dans ce domaine, qui se refléteront dans les hésitations successives de la politique linguistique menée en Arménie. Quoi qu'il en soit, la politique soviétique en matière de langue reflète toujours, bien qu'inégalement selon les périodes, les deux préoccupations suivantes:

- 1/ Montrer que le régime soviétique a permis aux langues et cultures nationales de progresser
- 2/ Mettre en évidence comme un état de fait bénéfique et nécessaire l'implantation du russe dans la population.

En effet, on ne perd pas de vue que l'objectif du communisme est de dépasser les valeurs nationales pour parvenir à la fusion des peuples. Pour favoriser cette étape, une langue véhiculaire est nécessaire. Les linguistes proposent de critères pour le choix objectif de cette langue véhiculaire:

- être choisie librement
- remplir la majorité des fonctions sociales
- être répandue dans l'Etat concerné
- avoir une place égale aux autres langues d'un point de vue juridique.

Bien sûr, le premier critère reste fort théorique, puisque les critères suivants laissent bien peu de choix: toutes les langues étant égales, le russe est néanmoins supérieur. En effet, on rappelle les avantages qu'il comporte:

- il est la langue nationale de la majorité de la population de l'U.R.S.S.
- il est proche de l'ukrainien et du biélorusse
- il est étendu en U.R.S.S.
- il a des particularités internes (dialectes peu différenciés entre eux, prononciation proche de l'écriture) qui le rendent accessible
- il est riche et expressif
- il est étendu dans le monde

Se fondant sur de tels principes « scientifiques », des sociolinguistes ont pu produire, dans la plus parfaite tradition de la langue de bois soviétique, des raisonnements comme:

*Beaucoup d'emprunts ont été adoptés en russe lors de l'entrée de la Russie dans le monde capitaliste, emprunts du russe, du français, de l'anglais, de l'allemand, de l'arabe, qui font maintenant partie intégrante du russe. En U.R.S.S., il y a 127 langues égales, il ne peut y avoir rapprochement entre toutes. Par exemple, en ouzbek, le mot « conférence » n'existait pas. Comment va-t-on l'introduire? En russe, ou bien en azéri (konfrans), qui est linguistiquement plus proche de l'ouzbek? On se fondera non pas sur la proximité linguistique, mais sur les intérêts généraux du raffermissement et du développement de la société socialiste. C'est pourquoi la langue fondamentale où puisent les autres est le russe. On peut même envisager théoriquement des langues futures où tout*

---

<sup>1</sup> Ces critères sont abondamment cités dans la littérature soviétique. Nous les avons extraits de K.X. Xanazarov (1977)

*le lexique serait emprunté. Cela ne serait pas un obstacle au statut de langue, puisqu'il resterait une morphologie et une syntaxe propres. (Xanazarov, 1977<sup>2</sup>)*

Le même linguiste conclut ainsi son propos:

*On rencontre des cas de plus en plus fréquents où la langue et la nationalité diffèrent. Ce phénomène existe déjà dans la société capitaliste qui provoque des migrations de personnes en quête de travail, ce qui conduit souvent à la perte de la langue d'origine. Le science et la statistique bourgeoise préfèrent déterminer l'appartenance nationale en fonction de la langue maternelle. Donc, en même temps que sa langue, l'homme perd sa nationalité. La société fait pression sur des millions de travailleurs, et met en place leur assimilation forcée. Dans la société socialiste, on perd sa langue, mais volontairement, sur le principe de la démocratie socialiste. Tous les peuples tendent à la même chose, ont la même idéologie, le sentiment d'appartenir à un ensemble plus grand. Tout le monde, toutes les nations, sont partie intégrante du peuple soviétique. La perte de la langue maternelle laisse la liberté d'appartenir à une nationalité et contribue à l'accélération du processus de rapprochement des peuples. Changer de langue maternelle est un des moyens principaux pour développer le bilinguisme puisqu'il ne signifie pas renoncer à la langue précédente.*

Ce florilège de langue de bois est, par son aspect caricatural, caractéristique de la période fortement réactionnaire qui suit le Dégel en Union Soviétique. Certaines périodes ont été plus favorables aux nationalités. Mais cette introduction permettra, je l'espère, de mieux comprendre dans quel contexte il faut situer les circonvolutions de la politique linguistique en Arménie Soviétique.

## **2. La situation linguistique de l'Arménie soviétique naissante et les premières mesures :**

Lorsqu'intervient, en 1921, la soviétisation de l'Arménie, elle met un terme à deux ans et demi d'indépendance fort difficile sur tous les plans. Sur le plan linguistique, la situation est cependant bien différente de celle que l'on peut rencontrer dans certaines autres républiques : l'Arménie dispose d'une langue écrite depuis le 5<sup>e</sup> siècle, et donc d'une grande tradition littéraire, dont la fierté nationale s'enorgueillit, et qui sert périodiquement de repère constitutif de l'identité nationale ; cette continuité, ce lien avec le passé jouent un rôle fondamental, que l'on a déjà pu souligner dans ce colloque concernant d'autres aires géographiques. L'Arménie dispose également en 1921 d'un embryon d'université qui, il est vrai, est constituée depuis quelques mois seulement. Mais la nuance est de taille, et si en octobre 1994, l'Arménie a solennellement fêté le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'Université d'Erevan, c'est pour bien marquer que cette Université n'était pas une initiative soviétique.

Par ailleurs, l'Arménie est la plus petite république soviétique par la taille, ce qui inspire à ses nationaux tout à la fois une fierté plus grande encore pour sa culture millénaire, et le sentiment d'être quantité négligeable dans ce vaste ensemble; ce qui va jouer un rôle essentiel dans la dynamique et dans le sentiment national.

La langue parlée en Arménie soviétique est l'arménien oriental, l'une des deux normes littéraires constituées au XIX<sup>e</sup> siècle. Si l'arménien occidental est, comme l'a rappelé Anahide Terminassian, un standard formé à partir du dialecte de Constantinople, l'arménien oriental, lui, a accédé au statut de langue littéraire dans le Caucase, à la même époque, mais de façon beaucoup plus rapide et moins conflictuelle, peut-être de par l'existence des courants populistes et la tradition des courants de pensée sociaux plus enclins à une démocratisation de l'écrit, notamment sous l'impulsion de personnalités qui avaient étudié à l'étranger, comme Khatchatur Abovian à Dorpat. Mais jusqu'à la fin des années 1910, l'arménien moderne n'a

---

<sup>2</sup>Ce texte est écrit à l'une des périodes les plus extrémistes en la matière.

jamais bénéficié d'un appareil d'état, et donc d'une politique linguistique à proprement parler. Le destin de la langue relevait, pourrions nous dire, du volontarisme ou de la conscience nationale, mais était privé d'instrument politique.

Dès la soviétisation, on travaille donc à légiférer sur la langue. La langue est déjà relativement normée, mais le travail de normalisation va se poursuivre, de façon souvent positive, sous la houlette des linguistes, mais essentiellement sous l'impulsion de choix purement politiques : dès 1922, on crée un *Comité Terminologique d'Arménie auprès du Conseil des Ministres de la République Socialiste Soviétique d'Arménie*, chargé de « prendre toutes les mesures appropriées concernant la langue arménienne ». Il est constitué de personnalités du monde scientifique (linguistes) et politique, et son action portera essentiellement sur le lexique, par une réglementation des néologismes et des emprunts, ce qui est cohérent avec les orientations idéologiques dont nous avons parlé plus haut. Mais la première initiative du Comité Terminologique est, comme cela a déjà été le cas pour le russe, une réforme de l'orthographe. On envisage brièvement la latinisation de l'alphabet arménien, mais cette tentative n'est vouée à aucune postérité : l'alphabet est un symbole national pour les Arméniens, et il ne pouvait être question de le changer sans porter atteinte à l'intégrité de la culture arménienne. La réforme de l'orthographe adoptée en 1922 est néanmoins assez radicale, puisqu'elle aboutit à supprimer purement et simplement deux lettres de l'alphabet (e long et o long), mesure sur laquelle la deuxième réforme de 1940 reviendra. Pour le reste, la réforme vise à rendre l'orthographe totalement phonétique, en mettant fin aux quelques cas d'homophonie et de diphtongues. L'orthographe arménienne était déjà quasi-phonétique avant la réforme, la continuité avec l'arménien classique étant remarquable à cet égard comme sur le plan lexical. Cela explique peut-être l'ampleur des débats que soulève aujourd'hui la question de l'orthographe tant en Arménie qu'en diaspora. Plus que sur des enjeux purement linguistiques, c'est sur un symbole de la continuité avec Machdots, l'inventeur de l'alphabet au V<sup>e</sup> siècle, et du caractère immuable de la nation, que porte le débat.

### **3. La politique linguistique en Arménie soviétique : les mesures lexicales**

Dès le début de la période soviétique, le discours officiel se plaît à souligner que l'arménien moderne, n'ayant jamais bénéficié des structures d'un état, connaît des carences de vocabulaire. Pour pallier ces carences, au gré des tendances politiques, on va tantôt encourager l'emprunt (du russe), jusqu'à le prescrire, et tantôt encourager l'emploi du terme arménien lorsqu'il existe, sa création lorsqu'il n'existe pas.

Ainsi, en 1939, le Comité Terminologique écrit :

*« Pour la création de termes scientifiques et techniques arméniens, les principes à suivre sont les directives du parti qui conduit une politique nationale par la forme et socialiste par essence. La langue est le moyen des peuples d'accéder à la culture, il faut tenir compte de la pratique des peuples d'U.R.S.S. et lutter contre le fétichisme national. »*

Suite à cette déclaration, les mots *hamaynavar* (communiste), *hanrapetutyun* (république), *xorhurd* (conseil), *nyutapashd* (matérialiste), *patkamavor* (député) sont officiellement remplacés dans la terminologie arménienne par les termes russes correspondants : *kommunist*, *respublika*, *soviet*, *materialist*, *deputat*, puis, en juillet 1940, les termes *kusakcutyun*, (parti), *sahmanadrutyun* (constitution), *herapoxutyun* (révolution) par *partia*, *konstitucia*, *revolyucia*, et des dérivés hybrides sont formés sur des racines russes (*revolyucionacnel* = révolutionner). On constate également une spécialisation des éléments lexicaux selon le domaine concerné : par exemple, on utilise le préfixe russe *kontr-* dans *kontrrevolyucia*, alors que l'on conserve le préfixe arménien équivalent *haka-* pour les autres termes. Outre la langue politique et idéologique, le champ diplomatique et militaire est touché

par ces internationalismes : *assamblea, evakuacia, intendant, general, divizia, mayor, viza, ataché, anekcia, deklaracia*, tous termes qui, empruntés par l'intermédiaire du russe, conservent des suffixations contribuant de plus à plus à conférer à l'arménien des sonorités qui lui sont étrangères. Cette politique se prolongera jusque dans les années 50. Deux ans après la mort de Staline, le Comité Terminologique adopte en juillet 1955 un changement radical de politique :

*Principes généraux pour la langue arménienne :*

*Etant donné que la langue arménienne s'enrichit de néologismes et de nouveaux termes, il est nécessaire :*

*a/ de ne pas permettre le remplacement de termes déjà existants en arménien par des termes étrangers*

*b/ de créer des termes nouveaux selon les normes de l'arménien*

*c/ la source d'enrichissement du vocabulaire doit être trouvée dans le fond lexical de l'arménien, le vocabulaire de l'arménien classique et des dialectes arméniens, qui doivent être considérés comme une source complémentaire. Il faut utiliser dans la mesure du possible le lexique de la variante occidentale de l'arménien littéraire moderne. »*

L'application de ces résolutions a eu pour conséquences l'existence d'un grand nombre de doublets dans la langue arménienne pendant les années 1960-70 (comme par exemple *rayon* et *shrjhan* pour désigner la même division administrative.)

En avril 1959, le Comité Terminologique publie une liste de lexique d'alimentation où il préconise le mot russe pour désigner un plat russe ou étranger (*tomat, salat, konfet, kompot, likyor, baton*, etc.) ; en revanche, on recommande d'utiliser l'équivalent arménien pour *pirojki* (*koutap*), *smetana* (*houmser*), *sosiski* (*ershik*), *petchenie* (*txmvack*), *jelatin* (*dondor*), qui ne parviennent pourtant pas à être intégrés dans l'usage. On constate que malgré la volonté délibérée de revenir à un vocabulaire moins russifié, le caractère tardif du retour en arrière le condamne à un relatif échec. C'est peut-être ce qui explique les tentatives de purisme des années 1960 pour parvenir à appliquer réellement ces mesures.

En mai 1966, le Comité Terminologique abroge la décision de 1940 et rétablit certains mots arméniens comme *herapoxutyun* (pour révolution). La tendance à fabriquer des néologismes arméniens s'accroît. Mais les emprunts nombreux et bien ancrés dans l'usage par une réelle « culture soviétique » ont tendance à rester vivaces dans la langue parlée. Notamment, les termes empruntés sont largement répandus, que ce soit pour désigner les réalités de la société capitaliste (où on utilise le mot emprunté : *provokacia, inflacia, intervencia, shovinizm, revanshist, kolonizacia, nacionalizm*) ou de la société soviétique (*racionalizator, stakanovakan, internacionalizm, socialistakan realizm, mexanizator*). Mais lorsqu'il y a doublet, on assiste souvent à une spécialisation du terme emprunté pour désigner la réalité capitaliste, et du mot arménien pour la réalité socialiste, tout comme cela se produit d'ailleurs en russe : *president* désignera un chef d'état occidental, alors que le mot arménien *naxagah* désigne un président soviétique.

Cette évolution de la politique linguistique s'inscrit dans le cadre d'une chronologie qui se manifeste de manière identique dans le domaine culturel et scolaire, où des mesures analogues sont adoptées.

#### **4. Les mesures scolaires et institutionnelles:**

Le système scolaire fait l'objet de remaniements à plusieurs reprises, principalement en 1958 et 1977. Mais en 1956 déjà, le nombre d'heures de russe dispensées dans l'enseignement secondaire (de la 7<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup>) augmente pour dépasser celui des heures d'arménien. Dans le domaine de l'enseignement, une réforme intervient en 1958, à la suite de

laquelle les écoles russes se multiplient : le nombre d'élèves des écoles arméniennes est estimé en 55-56 à 91% du nombre total d'élèves, alors qu'en 1927 il était de 98,5 ; en 1975-76 on parle de 86,2 seulement.

Rappelons que l'Arménie est une des républiques les plus homogènes en terme de population, c'est-à-dire que le phénomène de minorités nationales, y compris de populations russes, est très restreint. Les données suivantes permettent d'évaluer à la fois l'homogénéité nationale en Arménie, et la pratique linguistique des Arméniens de l'U.R.S.S. (données de 1970, sources soviétiques):

**Sur 3 559 151 arméniens en URSS:**

- Considèrent l'arménien comme leur langue maternelle	3 254 132
parmi lesquels: parlent couramment le russe	1 071 758
parlent couramment d'autres langues	132 657
- Considèrent le russe comme leur langue maternelle	305 019
parmi lesquels parlent couramment l'arménien	80 328

**Sur 2 491 877 habitants en Arménie, on compte 2 208 327 Arméniens,**

parmi lesquels: ont l'arménien pour langue maternelle	2 203 554
ont le russe pour langue maternelle (environ 0,2%)	4 695

Ces chiffres montrent qu'en Arménie, l'arménien est bien implanté comme langue maternelle. Cependant, 0,2% environ ont pour langue maternelle le russe, tout en résidant en Arménie. En revanche, en diaspora soviétique, l'arménien est en net recul, en l'absence de toute structure éducative ou sociale. Ainsi, les 1 350 854 Arméniens de la diaspora dite « intérieure » parlent l'arménien à 75%. C'est chez eux que le bilinguisme est le plus développé. Cependant, en Arménie-même les taux de bilinguisme tendent à s'accroître puisqu'en 1979, alors que le taux d'Arméniens résidant en Arménie est passé à 65,6% (62% en 1970, ce qui signifie que la répartition des Arméniens entre Arménie et diaspora change en faveur de l'Arménie), le taux de bilinguisme atteint dans le même temps 38,6% (30,1% en 1970), devenant ainsi un taux parmi les plus forts des nations non-slaves en U.R.S.S.

Entre 1956 et 1975, le nombre d'écoles russes en R.S.S.A. passe d'environ 50 à 76. Il faut également tenir compte du fait que les écoles russes ont des effectifs supérieurs à ceux des écoles arméniennes. Les élèves des écoles russes sont principalement, pour ceux qui sont arméniens, issus de milieux officels ou intellectuels (sur 120 membres de l'Union des Ecrivains d'Arménie, 66 envoient leurs enfants à l'école russe), et en 1981, on parlera déjà de surcharge dans les écoles russes.

Avant 1949, le russe était enseigné seulement à partir de la 3<sup>e</sup>, en 1949, il passe à la 2<sup>e</sup>, en 1957, à la 1<sup>e</sup>, en 1979, dès la classe préparatoire. La réforme de 1958 rend facultatif l'enseignement de la langue nationale dans les écoles russes, alors que dans le même temps le russe conserve sa place dans les écoles nationales. En 1977, l'enseignement du russe dans les écoles nationales est officiellement obligatoire, ce qui entérine un état de fait dont nous pouvons juger par les chiffres suivants :

		CP	1 <sup>o</sup>	2 <sup>o</sup>	3 <sup>o</sup>	4 <sup>o</sup>	5 <sup>o</sup>	6 <sup>o</sup>	7 <sup>o</sup>	8 <sup>o</sup>	9 <sup>o</sup>	10 <sup>o</sup>	Total
arménien.	75-76	-	11	10	10	8	7	5	5	5	5	4	69
	82-83	4	10	10	10	4	4	3	3	2	-	-	47 (+ 18 <sup>3</sup> )

<sup>3</sup>Littérature.

russe	75-76	-	4	5	5	5	6	5	4	3	3	4	44
	82-83	3	5	5	5	5	5	5	4	2	1	1	38 (+6)

**tableau 1. Répartition des enseignements de langue dans les écoles arméniennes<sup>4</sup>**

arménien	75-76	-	4	4	3	3	3	3	3	3	3	3	29 (82-83 : 27)
russe	75-76	-	12	11	10	8	7	6	5	5	4	6	74

**tableau 2. Répartition des enseignements de langue dans les écoles russes**

La diminution des heures d'arménien s'inscrit bien sûr dans une politique qui vise à réduire l'enseignement des matières littéraires au profit des matières scientifiques et techniques, mais il est intéressant de constater que l'enseignement du russe n'est pas également affecté. On voit bien à travers ces deux tableaux que la parité est loin d'être assurée.

Parallèlement, le statut constitutionnel de l'arménien en R.S.S.A. subit des modifications. Si la Constitution de 1936 prévoyait que « la langue officielle de la R.S.S.A. est l'arménien », en mars 1978, dans le nouveau projet de Constitution arménienne, on lit :

*« La R.S.S.A. assure par tous les moyens l'utilisation de l'arménien dans les organismes étatiques et publics, dans les institutions culturelles, etc... de la République. Sur la base de l'égalité juridique est garantie l'utilisation du russe et des autres langues des nationalités utilisées par la population, dans tous ces organismes et institutions. Ne peuvent être tolérés aucun privilège, ni aucune restriction quant à l'utilisation de telle ou telle langue. »*

A la suite de manifestations en Géorgie, qui font craindre au pouvoir central une extension du mécontentement, on maintiendra finalement la clause de 1936 assortie d'une « clause de protection » du russe.

*« La langue officielle de la R.S.S.A. est l'arménien. La R.S.A. réalise les devoirs nationaux revenant à l'Etat quant au développement par tous les moyens de l'arménien et assure son utilisation dans les organismes étatiques et publics, dans les institutions culturelles et éducatives, etc. La R.S.S.A. garantit la liberté d'emploi dans ces organismes et institutions du russe et des autres langues des nationalités utilisées par la population. Ne peuvent être tolérés aucun privilège ni aucune restriction quant à l'utilisation de telle ou telle langue. »*

Ces modifications suivent immédiatement le décret du Conseil des Ministres de l'URSS en juillet 1977, qui rend obligatoire le russe dans toutes les écoles soviétiques, ainsi qu'un examen de russe à l'entrée de l'Université, et la rédaction de toutes les thèses de doctorat en langue russe. Cette dernière mesure, qui peut paraître anodine, contribue à russifier profondément les élites : elle facilite bien sûr la communication entre scientifiques de l'Union ; mais elle a également un impact sur la maîtrise relative des deux langues par les élites, puisqu'on peut considérer que la maturité intellectuelle que l'on atteint au niveau d'un doctorat peut marquer définitivement la capacité d'un chercheur à penser et à rédiger dans une langue ou dans l'autre.

C'est bien la fin de l'ouverture qui avait accompagné l'ère du Dégel, et vu la naissance d'institutions pour la préservation du patrimoine national (musées, bibliothèques), ainsi que des jubilés planifiés d'hommes illustres de la culture arménienne (Abovian en 1955, David de Sassou en 1959, Machdots en 1962 et Sayat Nova en 1963), la réédition de classiques littéraires et d'écrivains qui avaient disparus dans les purges, de la littérature nouvelle, et l'introduction de l'arménien classique à l'école. Dans les années 1970, c'est la langue russe,

<sup>4</sup>Les données de ces deux tableaux sont issues de Armenian (1979).

langue véhiculaire de l'Union, qui est plus que jamais en faveur. De plus en plus les élites préfèrent placer leurs enfants dans les écoles russes. Progressivement, le russe devient la garantie d'un statut social.

Les intellectuels arméniens font écho à cette tendance, puisqu'en 1978 l'académicien V. Hambartsoumian disait : « Dans le processus d'amélioration de l'enseignement, il faut arriver à ce que chaque élève, à la sortie de l'école, maîtrise parfaitement à la fois le russe et l'arménien ». Vartkès Petrossian va plus loin : « Par conséquent, nous devons veiller à ce que, dans les écoles de notre république, il soit accordé la plus grande attention à l'enseignement de la langue et littérature russes, pour que cet outil irremplaçable du rapprochement fraternel entre les cultures, la langue russe, soit transmise aux nouvelles générations dans toute sa richesse » (Sovetakan Hayastan, 15-4-78). Le souci de privilégier la culture russe est également à l'origine de la nomination au poste de Ministre de l'Education en R.S.S.A. de Simon Hakhimian, spécialiste de littérature russe et Directeur de l'Institut Pédagogique de langues russe et étrangères.

Ce mouvement se prolonge jusque dans les années 1980. Ainsi, à la veille de la Perestroïka, l'élite arménienne est fortement russifiée, et on se trouve devant un clivage linguistique qui correspond de plus en plus à un clivage social, et qui va jouer un rôle essentiel dans les interrogations soulevées à la faveur des bouleversements à venir.

## **5. La perestroïka**

La perestroïka relance le débat sur le destin national dont la langue est un élément symbolique fondamental. Un des premiers chevaux de bataille est la place que doit occuper le russe: il s'agit de dérussifier le pays, de donner un autre statut à l'arménien et de s'affranchir linguistiquement en même temps que l'on s'affranchit politiquement. Certains linguistes, comme R. Ichkhanian, se font les tribuns véhéments de cette dérussification, les débats sur la langue alimentent la presse, et on constate que le Comité Terminologique, qui vit ses dernières heures, se sent inutile, ne sait plus comment agir sur ce terrain, et s'effiloche progressivement, laissant la place à des initiatives individuelles. Ainsi, Artem Sarkisian, linguiste et ex-membre du Comité Terminologique, lance une émission télévisée dénommée *Notre langue, notre parole*, qui se déroule sous forme de causerie au coin du feu, où le linguiste disserte sur la langue arménienne, avec des visées à la fois agitatrices et pédagogiques, il explique aux Arméniens la beauté de leur langue, en feuilletant le dictionnaire étymologique, en s'interrogeant sur l'origine de tel ou tel mot de la vie quotidienne, proposant des alternatives, bien sûr, aux emprunts russes, le tout sur un ton très docte et paternel.

L'émission a bénéficié d'un énorme succès. Les Arméniens, comme pour exorciser une certaine culpabilité de maîtriser mieux le russe que l'arménien dans certains domaines, étaient en effet à la recherche d'une authenticité perdue: progressivement, l'émission descend dans le métro, et on enregistre le jargon erevanien mêlé de russe et d'arménien argotique, en proposant des variantes épurées et du même coup « littérisées » des phrases entendues.

Parallèlement, dans les sessions parlementaires, on cherche à évincer le russe et à imposer l'arménien, ce qui n'est pas tâche facile: de nombreux députés en effet s'expriment plus facilement en russe qu'en arménien, ce qui rend d'autant plus difficile un changement spontané des comportements que cela ne crée nul obstacle à la compréhension. Face à cette situation, on a recours à un subterfuge qui se révèle très efficace : on adjoint à tous ceux qui s'expriment en russe un traducteur. L'orateur finissant par trouver le procédé pesant, la leçon porte, et il poursuit son discours en arménien. C'est ainsi qu'on a pu imposer l'arménien dans les sessions parlementaires sans même avoir eu à légiférer sur ce point.

A ce sujet, je mentionnerai également ici une petite anecdote significative: en 1992, un collègue a évoqué devant moi une rencontre officielle intervenue entre les ministres des affaires étrangères d'Arménie et d'Ukraine, et qui s'était déroulée en anglais, ce qui avait beaucoup surpris, et été interprété comme une volonté délibérée d'évincer le russe comme langue de communication entre peuples de l'ex-URSS. En fait, il s'agissait de tout autre chose, le ministre des affaires étrangères d'Arménie étant à l'époque un arménien de la diaspora (originaire des Etats-Unis) qui ne maîtrisait pas le russe. Mais le fait que cet événement ait immédiatement été perçu comme un refus d'avoir recours au russe montre à quel point la question était à l'ordre du jour.

A la suite de la Perestroïka, la conscience linguistique des arméniens a été touchée par de nouveaux événements. Deux événements importants sont survenus en 1988: en février, les pogroms anti-arméniens de Soumgaït en Azerbaïdjan ont provoqué un grand afflux de réfugiés en Arménie. Ces populations, par ailleurs fortement choquées par ce qu'elles viennent de vivre, sont russophones, ne parlent pas l'arménien, ce qui accentue les problèmes sociaux très aigus que provoque cet afflux de population: ces réfugiés se trouvent dans la position des frères que l'on accueille d'abord avec chaleur et commisération, mais dont bien vite on n'accepte plus aussi facilement les différences par trop criantes. Ces réfugiés deviennent le parent pauvre, et trouvent notamment très discriminatoire le fait qu'il ne leur soit pas possible de s'exprimer et d'exercer une profession en langue russe<sup>5</sup>. Ainsi, nous voyons que la contestation face à l'extension de l'arménophonie ne vient pas de la minorité russe d'Arménie, mais des Arméniens réfugiés.

Le deuxième événement, lui aussi tragique, va paradoxalement ouvrir à l'Arménie de nouveaux espaces et des perspectives nouvelles: il s'agit du tremblement de terre de décembre 1988 dans la région de Spitak, au Nord d'Erevan. L'impact inattendu qu'a eu le tremblement de terre sur la pratique linguistique s'explique par le moment auquel il est survenu, immédiatement après la perestroïka, au moment où les frontières de l'URSS sont soudain devenues perméables; ainsi, un grand nombre d'Arméniens de la diaspora qui ne s'étaient pas rendus en Arménie précédemment, ou seulement à l'occasion de voyages touristiques très organisés, profitent de l'assouplissement des frontières pour se rendre en Arménie dans le cadre de l'aide humanitaire. Ce mouvement a concerné un nombre non-négligeable de personnes, d'Arméniens d'origine qui ainsi découvrent l'Arménie, comme un pays réel, où l'on peut se rendre, se mouvoir, rencontrer des populations. C'est le début d'une nouvelle problématique pour l'Arménie: gérer les relations avec la Diaspora. Le problème n'est pas nouveau, mais il était verrouillé précédemment à la manière soviétique, c'est-à-dire essentiellement par le K.G.B. Après la perestroïka, le problème ne peut plus être posé dans les mêmes termes: la nation arménienne, *Azg*, comme l'a rappelé Anahide Terminassian, est conçue comme éternelle, sans temps ni lieu, et la diaspora est par conséquent constituée de gens qui sont tout aussi arméniens. Mais au-delà du mythe et de l'émotion, la rencontre avec la diaspora est évidemment un choc, le choc du contact avec l'occident, d'une communication à la fois possible et impossible, de par des différences culturelles incommensurables, et une différence de vécu qui jusqu'à aujourd'hui pose de nombreux problèmes de communication. Et cette circonstance historique rétablit ainsi une nouvelle fois le contact avec l'arménien occidental.

Ce contact n'est pas entièrement nouveau, bien sûr. Une frange de la population parlait l'arménien occidental au début de la période soviétique: il s'agissait des réfugiés du

---

<sup>5</sup>Des programmes d'alphabetisation à l'intention des réfugiés ont été conçus depuis, ainsi que des cours de perfectionnement en arménien technique et professionnel, pour répondre à un des problèmes les plus aigus posés par la généralisation de l'arménien, celui de la baisse soudaine de niveau des enseignants, réputés les plus performants, des anciennes écoles russes.

génocide d'Asie mineure, venus par conséquent des régions arméniennes occidentales parlant l'arménien occidental. Par la suite, l'Arménie a connu également plusieurs vagues de rapatriement des Arméniens de diaspora vers l'Arménie, dont la plus importante a eu lieu entre 46 et 48: là encore, ces « frères » parlaient l'arménien occidental. Il existe une littérature arménienne occidentale prestigieuse et appréciée en Arménie, en particulier le théâtre satirique abondamment joué et qui crée aussi un contact avec l'arménien occidental; pourtant, on constate qu'en toutes circonstances, les locuteurs d'arménien occidental se sont trouvés associés à une image de population miséreuse, vivant dans les quartiers déshérités d'Erevan, et, pour beaucoup d'entre eux, n'étant pas réellement intégrés à la société arménienne.

Ainsi, le contact avec la diaspora, en 88, provoque une nouvelle occasion de se confronter à cet arménien occidental, dont les connotations se compliquent, puisqu'à côté de la relative dévalorisation traditionnelle, il se trouve aussi magnifié: pas tant du fait qu'il est associé à l'occident, et à des Arméniens qui ont un pouvoir économique supérieur, que du fait que l'arménien occidental, s'il est parfois truffé d'emprunts au français, est en revanche hors de tout soupçon concernant une quelconque influence russe. Ainsi, paradoxalement, l'arménien occidental fait figure de langue plus authentique pour les Arméniens orientaux. Le débat est certes risible, mais montre bien l'enjeu de la recherche d'authenticité à une période où l'identité nationale se cherche de nouveaux fondements.

## **6. La politique linguistique de la république d'Arménie indépendante:**

Dans ce contexte, le premier pas du gouvernement de l'Arménie indépendante est la loi sur la langue d'avril 1993, qui a acquis force constitutionnelle en juillet 1995. Le texte de cette loi met l'accent sur quatre points principaux, énoncés dans ses quatre premiers articles.

1. *La langue nationale est l'arménien standard dans tous les secteurs de la vie publique.*
2. *La République d'Arménie assure le développement de la langue arménienne dans les populations arméniennes vivant hors de la République d'Arménie.*
3. *La République d'Arménie favorise la réunification des orthographes.*
4. *La république d'Arménie garantit le libre usage des langues des minorités nationales sur son territoire.*

### **A. Les mesures relatives à la langue arménienne**

On remarque que la diaspora est prise en compte dès l'article 2, c'est-à-dire dans une position relativement prioritaire; du fait de la chute de l'U.R.S.S., la distinction entre diaspora interne et externe n'est plus d'actualité<sup>6</sup>. Ainsi, cet article pourrait concerner tout autant les Arméniens de Moscou ou de Kiev, et ceux de France ou des Etats-Unis. Reste à définir dans ce cas ce qu'on est en droit de désigner « population arméniennes »: y a-t-il là un prolongement de la distinction traditionnelle entre nationalité (diverses) et citoyenneté (soviétique)? Au moment où de nombreux Arméniens émigrés en Russie sont contraints de demander la nationalité russe pour être autorisés à travailler, la question ne trouve pas réponse aisément.

L'article 3, lui, vise bien la diaspora occidentale, qui n'a jamais adopté les réformes orthographiques de l'ère soviétique et utilise toujours l'orthographe classique (non-réformée). Là encore, c'est une priorité qui peut sembler surprenante dans un texte de ce type. En effet, le retour à l'orthographe traditionnelle est un souci qui s'inscrit dans la problématique de la continuité. Par ailleurs, envisager le problème sous l'angle de la réunification signifie que l'on vise avant tout le lien avec la diaspora occidentale, pour instaurer une possibilité de

---

<sup>6</sup>Du point de vue de la loi arménienne, qui s'applique uniquement à l'état souverain, alors que l'U.R.S.S. était soumise à une législation commune. Pour le reste, il est clair que la notion de « diaspora interne » correspond encore à une réalité bien tangible.

communiquer, d'utiliser le même matériel éditorial, les mêmes publications puisqu'actuellement, l'orthographe réformée est un fossé qui sépare diaspora et Arménie. Mais cette formulation ne dit pas si la réunification se ferait par le retour à l'orthographe classique en Arménie (mesure rendue possible par l'existence d'un Etat capable de légiférer, mais dont le coût matériel est dissuasif), ou par une modification des usages dans la diaspora (où l'absence de toute structure législative ne permet aucun changement hors d'un consensus, ce qui est difficile à imaginer compte tenu de la virulence du débat dans la diaspora actuellement).

La prise en compte de la diaspora est bien le fait le plus remarquable de cette loi sur la langue, qui, pour le reste, se situe dans la continuité des textes du passé, et reste somme toute assez discrète sur les mesures concernant proprement la langue arménienne. En 1993, un nouvel organisme a été créé pour succéder au Comité Terminologique tombé en désuétude: la « Direction Gouvernementale à la Langue auprès du Conseil des Ministres ». Cet organisme est chargé de veiller à l'application de la loi, mais également de réviser tous les textes émanant des services gouvernementaux pour vérifier leur conformité aux normes de l'arménien (en d'autres termes, pour « chasser » les emprunts du russe), qu'il s'agisse de directives, de textes officiels, et jusqu'aux textes figurant sur les timbres-poste. Parmi le programme d'activité de cet organisme, on est surpris de constater la place qu'occupent les relations avec la diaspora, avec le projet, certes, à moyen et long terme, de rapprochement lexical, mais aussi morphologique, syntaxique et ... phonétique entre les deux variantes de la langue. Par ailleurs, diverses initiatives sont envisagées pour renforcer la langue arménienne, que ce soit la surveillance des médias ou l'incitation à la prouesse linguistique par des « prix de langue arménienne ». De manière générale, les textes émanant de cet organisme surprennent par le purisme qui les anime et les prises de position nationalistes<sup>7</sup>.

### **B. Le rapport au russe:**

Enfin, on aura remarqué que l'article 4 de la loi sur la langue ne comporte aucune allusion explicite au russe: on y parle seulement de « langues des minorités ». Certains considèrent cet article comme une nouvelle « clause de protection du russe », néanmoins, la loi ne dit rien quant aux langues auxquelles s'applique la loi, et la position privilégiée du russe ne se manifeste plus à ce niveau.

Dans les articles suivants, qui concernent l'enseignement, la loi ne parle pas d'interdire les écoles russes; le fait est qu'elles ont totalement disparu du territoire de l'Arménie à partir de 1991. En revanche, le russe est enseigné comme première langue vivante étrangère obligatoire en Arménie. Ainsi, après la réaction virulente contre le russe dans les premières années de la pérestroïka, et la dérussification du système, on assiste aujourd'hui à une prise de conscience de la fonction spécifique que peut remplir le russe en Arménie, du fait que, tant par son histoire que par sa position économique, l'Arménie s'inscrit dans cet ensemble économique-culturel qu'est l'ex-URSS et pour lequel le russe sert toujours de langue véhiculaire. De plus, dans l'état actuel des moyens dont dispose l'Arménie, soumise au blocus énergétique depuis 1988, et confronté à des difficultés économiques considérables, l'activité d'édition est très restreinte, et les ouvrages publiés en russe sont les plus accessibles permettant de conserver un lien avec la culture internationale.

Aujourd'hui, au lendemain de bouleversements profonds, il est trop tôt pour pouvoir dresser un bilan fiable de la situation linguistico-culturelle de l'Arménie, et de la situation de la langue arménienne. Certaines orientations nouvelles s'esquissent néanmoins: l'ouverture

---

<sup>7</sup>Cf. notamment l'intervention de H. Zakarian, représentant de la Direction à la langue arménienne, au V<sup>e</sup> Colloque de linguistique arménienne, Montréal, mai 1995.

sur la diaspora est un des axes fondamentaux de la nouvelle politique. Mais un autre phénomène résultant de la nouvelle donne politique mérite d'être mentionné. De nouvelles influences culturelles se font jour, avec une redistribution de l'espace et la prise de conscience de frontières jusque là en sommeil.

L'Arménie étant soumise à un blocus avec l'Azerbaïdjan à l'Est, la Turquie à l'Ouest, la Géorgie se trouvant dans une situation fort trouble qui rend les routes difficilement praticables, la seule frontière ouverte est l'Iran, la route de Meghri, qui rejoint l'Iran, est un des axes routiers prioritaires qui ont drainé des investissements importants ces dernières années, et le commerce est florissant avec l'Iran. La conséquence en est que la place des produits iraniens dans la consommation rend perceptible une influence tant dans le domaine de l'habillement, que l'alimentation, la musique, etc. Des témoignages récents sur la situation en Arménie font état de cette influence, qui est perçue par une bonne part de l'intelligentsia comme un phénomène beaucoup moins prestigieux et valorisant que l'influence russe qui, selon eux « tirait vers le haut » l'Arménie. On voit bien que cette redéfinition de l'espace arménien comme un espace orienté vers le sud et vers l'Orient renvoie les Arméniens à une nouvelle perception de leur identité, comme peuple au carrefour de l'Europe et de l'Asie, de l'Occident et de l'Orient, le russe et l'influence russe étant perçus comme des garants de l'appartenance culturelle à l'Occident.

Ainsi, la chute du rideau de fer a conduit les Arméniens à une redéfinition de leur espace national (prenant en compte la diaspora) et international (la découverte de nouvelles frontières), qui progressivement les contraint à penser leur identité en des termes que les carcans et la langue de bois soviétiques ne leur avaient pas permis de formuler. Sur le plan linguistique et culturel, l'élément le plus marquant de l'ère nouvelle est la prise en compte de manière de plus en plus complète des composantes avec lesquelles l'Arménie se doit de créer une nouvelle dynamique.

#### **Bibliographie des ouvrages cités:**

**A. Armenian** (1979), *Foreign language teaching in the Armenian SSR*, Université d'Alberta, Canada, 1979

**Claire Mouradian** (1990), *De Staline à Gorbatchev, Histoire d'une république soviétique: l'Arménie*, Paris, Ramsay, 1990.

**R.X. Xanazarov** (1977), *Reshenie nacional'no-jazykovej problemy v SSSR*, [La solution du problème des langues nationales en URSS], Moscou, Littérature politique, 1977.

**Collectif**, *Zakonomernosti razvitija literaturnyx jazykov narodov SSSR v sovietskiju epoxu*, [La politique du développement des langues standard des peuples de l'U.R.S.S. à l'époque soviétique], Moscou, 1964, 4 volumes.

Je remercie Claire Mouradian pour ses suggestions personnelles, ainsi que Monsieur Hamlet Gasparian, de l'Ambassade d'Arménie en France, pour l'entretien qu'il m'a accordé.